



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/C.2/46/L.8  
10 octobre 1991  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session  
DEUXIÈME COMMISSION  
Point 12 de l'ordre du jour

### RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

#### Note du Secrétariat

Par sa décision 1991/279 du 26 juillet 1991, le Conseil économique et social a décidé de renvoyer à l'Assemblée générale, pour qu'elle l'examine à sa quarante-sixième session, le projet de résolution intitulé "Colonies israéliennes sur le territoire palestinien, dans le Golan arabe syrien et les autres territoires arabes occupés". Le texte de ce projet de résolution est reproduit ci-après.

#### "Le Conseil économique et social,

S'inspirant des principes de la Charte des Nations Unies et des résolutions 242 (1967) du 22 novembre 1967 et 497 (1981) du 17 décembre 1981 du Conseil de sécurité et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale affirmant que l'acquisition de territoires par la force est inadmissible aux termes de la Charte des Nations Unies,

Rappelant la résolution 465 (1980) du 1er mars 1980 du Conseil de sécurité, la résolution 45/74 du 11 décembre 1990 de l'Assemblée générale et les autres résolutions pertinentes affirmant l'applicabilité de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949 1/, au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et aux autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967,

Constatant avec préoccupation l'implantation continue par Israël, Puissance occupante, de colonies sur le territoire palestinien, dans le Golan arabe syrien et les autres territoires arabes occupés et

1/ Organisation des Nations Unies, Recueil des traités, vol. 75, No 973.

l'installation de nouveaux immigrants juifs sur le territoire palestinien, dans le Golan arabe syrien et les autres territoires arabes occupés,

1. Condamne l'implantation par Israël de colonies sur le territoire palestinien, dans le Golan arabe syrien et les autres territoires arabes occupés, y compris Jérusalem, et considère ces pratiques comme illégales et sans aucun effet juridique, ainsi qu'il est spécifié dans les résolutions 446 (1979) et 465 (1980) du Conseil de sécurité et dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

2. Décide que l'implantation de colonies et leur construction continue sur le territoire palestinien, dans le Golan arabe syrien et les autres territoires arabes occupés, et l'installation de nouveaux immigrants juifs en ces lieux constituent un obstacle insurmontable à la réalisation d'une paix d'ensemble, juste et durable au Moyen-Orient;

3. Condamne énergiquement les pratiques d'Israël sur le territoire palestinien, dans le Golan arabe syrien et les autres territoires arabes occupés, notamment la confiscation de terres, le détournement des ressources en eau, l'épuisement des ressources naturelles et économiques des territoires occupés et le déplacement et la déportation de la population de ces territoires;

4. Réaffirme le droit établi et inaliénable du peuple palestinien du territoire palestinien, de la population du Golan arabe syrien et des autres territoires arabes occupés à une souveraineté intégrale sur leurs ressources naturelles et économiques et considère toute violation de celle-ci comme nulle et non avenue et sans aucun effet juridique;

5. Prie le Secrétaire général d'élaborer un rapport sur les conséquences économiques et sociales de l'implantation par Israël de colonies sur le territoire palestinien, dans le Golan arabe syrien et les autres territoires arabes occupés, qui sera présenté à l'Assemblée générale, à sa quarante-sixième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

-----